



MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

MAITRE D'OUVRAGE

Commune de Condé-Folie
5 place du 8 mai 1945
80890 CONDE-FOLIE

mairiecondefolie@wanadoo.fr

Dossier à déposer en mairie sous pli fermé

Construction d'un abri couvert au stade municipal

Procédure à seuil dérogatoire Décret n° 2022-1683

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)



HCR TRAVAUX
104 rue de la Marette
80260 FLESSELLES

| Indice | Dossier n° | Date | Modifications ou étapes |
|--------|------------|--------------|-------------------------|
| V1.0 | 1D22058 | Octobre 2024 | DCE : Première édition |

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

**ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES – VARIATIONS
DANS LES PRIX ET RÈGLEMENT DES COMPTES.**

ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET SÛRETÉ

ARTICLE 5 : DÉLAI D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES

ARTICLE 6 : CARACTÉRISTIQUES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES

ARTICLE 8 : PRÉPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

ARTICLE 9 : ÉTUDES D'EXÉCUTION

ARTICLE 10 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

ARTICLE 11 : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES A L'ACHÈVEMENT DU CHANTIER

ARTICLE 12 : RÉCEPTION DES TRAVAUX

ARTICLE 13 : GARANTIES ET ASSURANCES

ARTICLE 14 : DROIT ET LANGUE

ARTICLE 15 : RÉSILIATION DU MARCHE

ARTICLE 16 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ ET DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des travaux liés à la construction d'une salle de mariages

Le présent CCAP est unique pour tous les lots

- Décomposition en tranches et lots

Le marché est décomposé en 6 lots suivants :

| | |
|----|---|
| 01 | Terrassement / Gros-œuvre /Façade / VRD |
| 02 | Couverture/poteau-poutre/ossature bois |
| 03 | Menuiserie Extérieures |
| 04 | Plâtrerie et menuiserie intérieure |
| 05 | Électricité – courants forts/faibles |
| 06 | Plomberie – Chauffage – Ventilation |

Les travaux de faïencerie et de peinture seront réalisés en régie par la commune.

Les travaux ne font pas l'objet d'un découpage en tranche.

- Les intervenants

- Maître d'ouvrage

Commune de Condé-Folie

5 place du 8 mai 1945

80890 CONDE-FOLIE

Correspondant : Monsieur DANTEN Didier Maire

- Assistant à Maîtrise d'Ouvrage

Sans objet

- Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est :

HCR TRAVAUX

104 rue de Marette

80260 FLESSELLES

- **Contrôle Technique**

Les travaux du présent marché sont soumis au contrôle technique.

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique devront être observées et ne pourront pas faire l'objet d'une majoration des coûts.

SOCOTEC

Correspondant : modou.faye@socotec.com

Missions:

- Missions de contrôle technique - périmètre bâtiment ERP et VRD
- IP -LE - SEI-HAND- Pha-Th- VIE
- Assistance à la rédaction des notices accessibilité et sécurité
- Attestation HAND et Thermique
- Présence à la commission sécurité
- CONSUEL

- **Coordination pour la sécurité et la protection de la santé**

Les prestations, objet de la présente consultation, relèvent du **niveau 2** de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les remarques formulées au cours du chantier par le CSPS devront être observées et ne pourront faire l'objet d'une majoration des coûts.

SOCOTEC

Correspondant : marjorie.martin@socotec.com

- **OPC**

La mission OPC est assurée par BATITECH.

- **Redressement judiciaire**

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire. Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce. En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

– **Sous-traitance**

Il ne sera accepté au maximum qu'un sous-traitant de rang 2

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le représentant du pouvoir adjudicateur l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement et d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au CSPS son PPSPS et que la Visite d'inspection commune ait eu lieu.

– **Ordre de service**

Il sera fait application du CCAG travaux en vigueur

– **Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail**

Les obligations s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur. Le titulaire avise ses sous-traitants directs et éventuellement indirects de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celle-ci.

– **Modification du marché**

Le marché peut être modifié par la conclusion d'avenants. Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'œuvre de toute demande de modification des conditions d'exécution des travaux. Le maître d'œuvre en fait l'analyse et sollicite la validation du maître de l'ouvrage.

ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, **en cas de contradiction entre leurs stipulations, le maître d'œuvre, en définira l'ordre de priorité, avec accord du maître de l'ouvrage.**

– Pièces particulières

Pièces écrites :

| | |
|-------|--|
| PE 00 | Nomenclature générale |
| PE 01 | AAPC |
| PE 02 | Acte d'engagement |
| PE 03 | Règlement de consultation |
| PE 04 | Cahier des Clauses Administratives Particulières |
| PE 05 | CCTP |
| PE 06 | DPGF (format xls) |
| PE 07 | DT |
| PE 08 | Étude de sol |
| PE 09 | Permis de construire |
| PE 10 | Autres documents (Attestations, DC1, DC2 et DC4) |

À la date de la publication du présent document les études thermiques, le RICT – SOCOTEC et le PGC – SOCOTEC ne sont pas encore disponibles

Pièces Graphiques :

| | |
|-------|--|
| PG 00 | PIC |
| PG 01 | PLANS DU PERMIS DE CONSTRUIRE (NIVEAUX, COUPES, FAÇADES) |
| PG 02 | PLAN ÉLECTRICITÉ ETAT PROJETÉ |
| PG 03 | PLAN PLOMBERIE ETAT PROJETÉ |
| PG 04 | PLAN SORTIES TOITURES ETAT PROJETÉ |
| PG 05 | PLANS AMÉNAGEMENTS DE SECURITE |
| PG 06 | PLANS AMÉNAGEMENTS PMR |

ATTENTION : L'Attestation de visite est obligatoire pour tous les lots

– Pièces générales (non fournies – réputées connues) – liste non exhaustive

- « Les règles de l'art »
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) dans sa plus récente mise à jour (ou édition) fascicules 2-23-24-25-27-28-29-31-32-34-62-6465-67ii et III-70-73-74 et 81 ✓ Les publications de l'U.T.E.
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCSDTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation
- Eurocodes (normes NF et EN)
- Les avis techniques en vigueur
- La réglementation relative aux handicapés etc.
- Le règlement sanitaire départemental
- La réglementation relative à la sécurité des personnes et à la protection de la santé
- L'ensemble des textes administratifs ou techniques auxquels par nature est soumise le projet
- ...

ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – VARIATIONS DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES

– Répartition des paiements

L'acte d'engagement et la DPGF indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous- traitants ;
- Au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Les cotraitants et sous-traitants doivent impérativement respecter le cadre de la DPGF

– Tranche ferme et conditionnelle

Sans objet.

– Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages

- Modalités d'établissement des prix

Les montants des sommes versées au Titulaire sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction, ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela dans les conditions suivantes :

L'entrepreneur aura pris connaissance du site avant d'établir ses prix.

L'entrepreneur reconnaît avoir, notamment, avant la remise de son acte d'engagement :

- Pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords, de l'état du site existant.
- Apprécié toute difficulté inhérente au site, aux moyens de communication,
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de tous services ou autorités compétentes.
- Contrôlé les indications des documents du présent marché et fait constater les erreurs ou omissions ; il sera responsable des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

Tous les ouvrages figurant sur les pièces graphiques et qui seraient omis dans les pièces écrites seront dus dans le prix forfaitaire.

Réciproquement, tout ouvrage indiqué ou détaillé dans les pièces écrites et ne figurant pas sur les pièces graphiques sera également dû.

En cas de contradiction entre pièces écrites et pièces graphiques, l'entrepreneur est tenu de le signaler au maître d'œuvre avant signature du marché.

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, les prix des prestations attribuées à chaque entrepreneur dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque entrepreneur peut être appelé à rembourser au mandataire. En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le titulaire, de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

L'entreprise est réputée connaître toutes les conditions de réalisation de travaux et, sauf cas de force majeure, tous les facteurs susceptibles d'en perturber le déroulement. Aucune démarche tendant à remettre en cause les prix ne pourra être admise en se fondant notamment sur des éléments extérieurs au chantier, perturbant celui-ci. Si des sondages ou reconnaissances complémentaires nécessaires à l'exécution parfaite des prestations doivent être opérés, l'entreprise ne pourra arguer en aucune façon de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurs à la conclusion du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité. Ces interventions de sondages ou reconnaissances s'opéreront aux frais du titulaire pendant l'exécution du marché. Les prix sont donnés hors taxes, les frais annexes tels que : compte-prorata, compte dépenses communes, frais de chantier, frais d'outillage, transport, location, levage, entreposage, reprises, pertes, avaries, carburant, entretien, assurances, main d'œuvre, charges, fluides, frais de nettoyage et de remise en état du site, bénéfices, frais généraux, taxes et impôts ... n'apparaissent pas sous forme de postes particuliers du DPGF mais sont inclus dans les prix. L'entrepreneur est supposé connaître parfaitement la DPGF. Il ne pourra donc demander aucune plus-value pour travaux imprévus, échafaudage et autres complications comprises dans les prix. En cas d'impossibilité majeure ou de contradiction notoire entre les travaux demandés et leur exécution, il appartient à l'entrepreneur de le signaler lors de l'établissement de son offre.

Les prix établis intègrent les sujétions suivantes :

- Tous les aléas et sujétions en rapport avec la nature de l'ouvrage à réaliser, comme :
 - Dépenses de chantier (installation, nettoyage),
 - Transport et fourniture de baraquements, matériels, moyens de transport, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution des travaux,
 - Frais d'installations, location, entretien, fonctionnement, montage, démontage et repliement du matériel de manutention et de levage nécessaire à la mise en œuvre des ouvrages, et ce, jusqu'à la fin du chantier (levée des réserves incluses)
 - Conséquences des intempéries,
 - Dispositions et précautions permettant d'atténuer la gêne occasionnée aux riverains pendant la durée des travaux
- Les compléments et mise à jour du dossier des plans d'exécution, des spécifications techniques détaillées et l'établissement du DOE, des plans de chantier.
- Tous les travaux non décrits, mais néanmoins nécessaires pour l'exécution, dans les règles de l'Art, des ouvrages du marché concerné. L'entrepreneur devra vérifier tous les documents du Dossier de Consultation des Entreprises avant remise de son offre ; il signalera tous les défauts de conception, incompatibilités ou incohérences entre les pièces du marché, et ceci au plus tard lors de la remise de son offre et si cela ne devait être le cas, il devrait alors faire son affaire des modifications ou suppléments afférents.
- Tous les frais d'essai en laboratoire des matériaux prélevés sur le chantier.
- Les frais de vérification des ouvrages et des expertises demandées, si les travaux ont été reconnus non conformes par le Maître d'Ouvrage.
- Tous les contrôles, vérifications, analyses, expertises, qui s'avéreraient nécessaires des matériaux approvisionnés ou des ouvrages mis en œuvre, soit au cours des réalisations, soit après réalisation, jusqu'à la réception, seront effectués selon les besoins, et à la demande, soit du Maître d'œuvre, du Maître d'ouvrage, ou du contrôleur technique. Tous les frais en rapport avec ces opérations seront à la charge exclusive de l'Entrepreneur.

Le Maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- S'ils sont effectués par le titulaire :
 - si ces essais donnent des résultats positifs, ils seront rémunérés
 - si ces essais donnent des résultats négatifs, ils resteront à la charge de l'entrepreneur, qui devra réaliser tous essais complémentaires après reprise des travaux concernés, jusqu'à obtention de résultats satisfaisants.
 - s'ils sont effectués par un tiers: ils sont rémunérés par le maître de l'ouvrage.
 - En cas de résultats négatifs, leur charge sera mise au débit de l'entrepreneur.
 - tous les frais d'essais et d'évaluation technique complémentaires rendus nécessaires à la validation par la maîtrise d'œuvre et le bureau de contrôle des matériaux et techniques mis en œuvre sur le chantier (tels que: essais en laboratoire, enquêtes techniques, etc.).
 - les frais d'Ordonnancement, de Pilotage et de Coordination.
 - tous frais de main d'œuvre, tels que charges sociales de tous ordres, primes et indemnités diverses (frais de transport, frais de panier, etc.) majoration de salaires, heures supplémentaires, frais de toute nature résultant de l'emploi de main d'œuvre déplacée, etc.
- les sujétions diverses dues à la coordination des entreprises travaillant sur un même chantier et les prescriptions relatives du Coordonnateur SPS, telles que protections, filets, échafaudages, lignes de vie, etc.
- toutes charges fiscales, générales et spéciales frappant les travaux, tous faux frais, et tous frais généraux.
- tous frais occasionnés par les prescriptions et obligations de l'entrepreneur et notamment celles prévues au présent C.C.A.P.

L'entrepreneur devra prendre obligatoirement connaissance des C.C.T.P. concernant tous les corps de métiers participant à la construction, lui permettant ainsi de donner tous les détails nécessaires et en temps utile. Il ne pourra se prévaloir de n'avoir pas eu connaissance, ou conscience des limites de prestations entre les postes du présent marché, lors de l'établissement du prix de la soumission.

Le Maître d'œuvre pourra ordonner un arrêt immédiat en cas de sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, de leur éclairage artificiel et de leur signalisation.

- les frais résultants des demandes et observations du Maître d'œuvre, et du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, compte-prorata, le cas échéant
- les frais résultants des dispositions éventuelles du P.G.C.,
- les frais d'entretien des voiries,
- les frais d'établissement des devis, des factures ou mémoires, que ceux-ci soient ou ne soient pas suivis de travaux,
- la fourniture de tous les éléments annexes, provisoires ou complémentaires, qui, bien que ne figurant pas dans les pièces contractuelles, s'avèreraient nécessaires à l'exécution des ouvrages dans les règles de l'art,
- les frais liés à la réalisation d'ouvrages provisoires nécessaires à la bonne exécution des travaux, ou demandés par le maître d'œuvre,
- les frais liés à la protection des ouvrages, ou à leur remise en état si nécessaire,
- les frais liés à la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), y compris la fourniture et la mise en œuvre des dispositifs de sécurité sur le chantier (balisage, protection des trémières, signalisation des zones de travaux, ...),
- les frais liés aux exigences techniques du contrôleur technique, du CSPS et le l'OPC,
- les frais d'études et de réalisation des dossiers d'exécution (notes de calculs, plans, détails, fiches techniques, ...) et des DOE,
- les frais liés aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets,
- les frais résultants de la découverte de réseaux non répertoriés sur les plans (et n'ayant pas été repérés à l'issue d'investigations complémentaires) et des éventuels ajournements de chantier en découlant,

- les frais résultants de l'application de la réglementation à proximité des réseaux sensibles (entretien du marquage des réseaux, ...),
- et, plus généralement, tous les frais relatifs à la bonne exécution des travaux.
- Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

En considérant que l'entrepreneur n'aura droit à aucune plus-value pour les travaux exécutés de nuit, ou le week-end afin de satisfaire à ses engagements, soit qu'ils aient été ordonnés par le Maître d'ouvrage, soit qu'il en ait reconnu lui-même la nécessité.

La gêne ou les dommages résultants d'arrivée d'eau, d'infiltrations consécutives ou non aux phénomènes atmosphériques font partie des aléas normaux de l'Entrepreneur et ne donneront lieu à aucune rétribution spéciale ou à prolongation du délai d'exécution.

L'Entrepreneur est réputé connaître toutes les conditions de réalisation de travaux et, sauf cas de force majeure, tous les facteurs susceptibles d'en perturber le déroulement. Aucune démarche tendant à remettre en cause les prix ne pourra être admise en se fondant notamment sur des éléments extérieurs au chantier, perturbant celui-ci.

L'Entrepreneur est supposé connaître parfaitement le contenu des travaux des autres lots et de ses limites de prestations avec eux. Il aura donc pris connaissance des CCTP et autres pièces techniques du DCE relatives à ces lots.

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries de 20 jours et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limite ci-après :

Ces éléments seront visés et analysés par le maître d'œuvre et l'OPC – en effet, il se peut que ces données climatiques n'empêchent aucunement la réalisation des travaux

| Nature du phénomène | Intensité limite |
|---------------------|---|
| VENT | 60 Km / heure entre 7h00 et 17h00 plus de 2 heures Sous réserve que la nature de travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent se dérouler |
| PLUIE | 20mm par m ² par jour Sous réserve que la nature de travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent se dérouler |
| T° | En dessous de -5.00° Sous réserve que la nature de travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent se dérouler |
| NEIGE | 5 cm en une nuit ou en un jour (de 6h00 à 18h00). Sous réserve que la nature de travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent se dérouler |

– Répartition des dépenses communes

La base vie et le mobilier sont à la charge du lot GROS OEUVRE.

– Dépenses de raccordement des installations de chantier

A la charge des lots :

- Lot GROS ŒUVRE doit le raccordement des installations de chantier aux réseaux des eaux usées
- Lot PLOMBERIE doit alimentation en eau potable de la base vie
- Lot ÉLECTRICITÉ doit l'alimentation électrique de chantier et de la base vie (avec puissance adaptée au chantier et **préchauffage**) et la mise en place des coffrets de chantier .

- Dépenses de fonctionnement et dépenses diverses de chantier

Conformément à l'article 10.1.2 du CCAG Travaux, les montants des offres remises pour chaque des entreprises seront établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Ainsi il sera prévu la mise en place de compte crédité au PRORATA des marchés de travaux et servant à prendre en charge les dépenses d'intérêt communs.

Le lot Gros œuvre assure la gestion du compte prorata et effectuera les avances de frais pendant la durée du chantier. Le montant maximum des dépenses sera fixé au maximum à 1,50% du montant des marchés TTC (compris avenants) de chacun des lots.

En fin de chantier, il sera établi par le lot GROS-OEUVRE un mémoire récapitulatif des dépenses avec leur répartition au prorata des montants des DGD de chaque lot.

Le lot GROS-OEUVRE établira à chacun des autres lots une facture correspondant à sa quote-part des dépenses.

Le GROS-OEUVRE établira un quitus de paiement qu'il transmettra à l'entreprise et au maître de l'ouvrage et au maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage exigera de chaque entreprise la fourniture du quitus avant paiement de la situation de solde du marché.

Les charges qui seront imputées à ce compte seront principalement les suivantes :

- Entretien et réparation des voiries accès chantier et mitoyennes au terrain et de la piste de chantier
- Entretien et réparation de la piste de chantier
- Nettoyage de la base vie (Bureaux de chantier, sanitaires, vestiaires...) et nettoyage du chantier intérieur et extérieur surveillé par MOE et CSPS et dans le respect des règles sanitaires en vigueur
- Consommation d'eau
- Consommation d'électricité
- Consommation d'internet et téléphonie
- Les frais de consommation concernant le recours au préchauffage et à la mise en place d'un système de ventilation ou déshumidificateur sera fait à la demande du Maître d'œuvre ou de l'OPC avec l'accord de la Maîtrise d'ouvrage pour permettre :
 - le respect du planning
 - la mise en œuvre de certains matériaux conditionnés par une température minimale
 - d'assurer la bonne conservation des ouvrages réalisés jusqu'à la réception et levée des réserves
- Fourniture système de préchauffage et déshumidificateur sera à la charge du lot CHAUFFAGE PLOMBERIE
- Frais de nettoyage et évacuation des déchets
Chaque entreprise aura à sa charge le nettoyage de ses déchets et mise en benne de ses gravois.
- Mise à disposition de bennes et évacuation en décharge
- Mise en place d'une alarme anti intrusion à la demande du Maître d'œuvre ou de l'OPC avec l'accord de la Maîtrise d'ouvrage
- Mise en place de portes provisoires et serrures provisoires pendant la durée du chantier
- Réparations des dégradations aux ouvrages existants et vols

S'il y avait un manquement dans le nettoyage le maître d'œuvre ou l'OPC pourra faire intervenir après mise en demeure une autre entreprise au frais et risque des entreprises sur le chantier

–Prestations fournies gratuitement à l’entreprise Sans objet.

–Païement Approvisionnement et fourniture de matériaux –
matériels Sans objet

- Caractéristique des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l’objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, pour chacun des lots selon les stipulations de l’acte d’engagement et de la DPGF

– **Modalités de Règlement des comptes**

- Modalités de règlement des comptes

Les sommes dues au(x) titulaire(s) – cotraitants et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui de l’intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de 8 points.

- Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées aux titulaires sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l’établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l’établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

- Variation dans les prix

Les prix sont révisables

Indices de révision applicable sont les suivants :

| N° | Description du lot | Indice |
|----|--|--------|
| 01 | Terrassement / Gros-œuvre /Façade / VRD | BT01 |
| 02 | Couverture / Poteau-Poutre/Ossature Bois | BT30 |
| 03 | Menuiseries extérieures | BT43 |
| 04 | Plâtrerie et Menuiseries intérieures | BT08 |
| 05 | Électricité – courants forts/faibles | BT47 |
| 06 | Plomberie – Chauffage – Ventilation | BT41 |

Selon les dispositions suivantes :

$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{Ind } (n) / \text{Ind } (o))$

- C_n : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro JUILLET 2024
- Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. Ce coefficient sera arrondi au millième supérieur

- Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 12.1 du CCAG-Travaux. Les comptes seront réglés mensuellement sous format de demande d'acompte proposée par le MOE

Les demandes de paiement devront inclure outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal (IBAN) ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur
- Le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- L'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé)
- Le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- Le montant des approvisionnements (il est établi sur la base de ceux qui sont constitués et pas encore utilisés) ;
- Le montant, éventuel des avenants ;
- Le remboursement des débours incombant au maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- Le montant total TTC des travaux exécutés ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

Transmission de la facture : Les demandes de paiement se feront UNIQUEMENT sur la plate-forme CHORUS-PRO sous peine de rejet !

– Paiement des co-traitants et sous-traitants

Modalités de paiement direct En cas de cotraitance :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjointes) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaires), acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

Modalités de paiement direct des cotraitants :

- En cas de groupement conjoint chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

En cas de sous-traitance du marché :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous- traitant.

Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du C.C.A.G.-Travaux

Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

4.1- Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements. Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée au mieux à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire. Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Le titulaire doit en fonction des avenants adapter la garantie à première demande.

4.2- Avance OPTION B

Une avance sera versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement pour tout marché d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, conformément au code de la commande publique article R2191-3

Le titulaire doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance.

Aucune avance ne sera versée pour les lots ne remplissant pas les conditions cumulatives ci-dessus énoncées, même si, dans son acte d'engagement, le candidat indique accepter l'avance.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du marché.

Si le délai d'exécution N du marché, exprimé en mois, n'excède pas 12 mois, son montant, en prix de base, est égal à 5% du montant du marché. Si le délai N dépasse 12 mois, il est égal au produit de ces 5% par 12 / N. Le montant de l'avance n'est pas affecté par les variations de prix.

Le versement de l'avance sera conditionné par la constitution d'une garantie à première demande portant sur le remboursement de l'avance.

Le mandatement de l'avance interviendra dans le délai d'un mois compté, à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées (travaux à l'entreprise et approvisionnement) qui figure à un décompte mensuel atteindra 65 % du montant initial du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant du marché.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, celle-ci peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Article 5 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes

- Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint au présent DCE, le délai d'exécution des travaux s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution qui sera joint en annexe de ce présent C.C.A.P.

Calendrier d'exécution fixé à la date d'émission de l'ordre de service 11 mois compris préparation, congés payés, intempéries, réception et levée des réserves - Le titulaire du marché s'engagera sans réserve à exécuter le calendrier établi par l'OPC à l'issue de la période de préparation de chantier

- A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'OPC après consultation auprès des titulaires des différents lots.
Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier. Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur.
- B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service de démarrage des travaux identique à l'ensemble des entreprises
- C) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement,
- D) Le calendrier initial visé au A), éventuellement modifié comme il est indiqué au C), est notifié par ordre de service à tous les titulaires.

- Prolongation du délai d'exécution

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 1 C.C.A.G.-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est de 20 jours compris dans le délai global.

- Pénalités pour retard - Primes d'avance

Pénalités pour retard d'exécution :

Les dispositions suivantes sont appliquées pour le lot, en cas de retard, dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et validé à l'issue de la période de préparation de chantier.

Montant **de la pénalité journalière – 1/2000^{ème}** du montant des travaux du lot concerné/jour de retard.

Pénalités pour retard lors de l'établissement des plans et notes de calculs et PPSPS et divers documents nécessaires à la bonne marche du chantier :

L'entrepreneur subira par jour ouvré de retard une pénalité de **100 € HT**, à compter de la date fixée pour sa remise. Ces pénalités seront appliquées sur simple constatation du dépassement de la date prévue, à savoir à l'issue de la période de préparation.

Pénalités pour retard pour non remise des documents fournis après exécution :

Concernant les documents (Plans, DOE, PV, attestations de formation etc.), à fournir après exécution par le ou les titulaires devront être remis au maître d'œuvre au plus tard après la notification de réception des travaux. L'entrepreneur subira par jour ouvré de retard une pénalité de **100 € HT**.

Absence aux réunions de chantier

L'entrepreneur subira une pénalité de **100 € HT** pour l'absence à une réunion de chantier

Pénalités pour non nettoyage de chantier

Si au constat du MOE le chantier n'est pas nettoyé, le MOE imposera le nettoyage à ladite entreprise par voie d'OS et si le titulaire ne s'exécute pas une mise en demeure lui sera adressée. **Par dérogation à l'article 37.2 du C.C.A.G. Travaux**, le représentant du pouvoir adjudicataire pourra substituer à cette sanction, à l'expiration d'un délai de 7 jours à compter de la date de notifications de la mise en demeure demeurée vaine (date de l'accusé de réception par le titulaire, dans le cas d'une notification par lettre recommandée), l'exécution aux frais et risques du titulaire, par une société spécialisée de son choix.

- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le délai d'exécution inclut le repli des installations de chantier et la remise en état des lieux. Si nonobstant cette obligation, la réception est prononcée sans qu'elle ne soit respectée, le respect de cette obligation fera l'objet de réserve et une sanction susceptible d'être appliquée à l'encontre de l'entrepreneur défaillant. Le montant de la sanction prévue est de **500 € HT par jour calendaire de retard.**

Par dérogation à l'article 37.2 du C.C.A.G. Travaux, le représentant du pouvoir adjudicataire pourra substituer à cette sanction, à l'expiration d'un délai de 7 jours à compter de la date de notifications de la mise en demeure demeurée vaine (date de l'accusé de réception par le titulaire, dans le cas d'une notification par lettre recommandée), l'exécution aux frais et risques du titulaire, par une société spécialisée de son choix.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de renoncer partiellement ou totalement au versement des pénalités.

Article 6 : Caractéristiques des matériaux et produits

- Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le cahier des charges fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le CCTP

Le CCTP désigne les matériaux, produits et composants de construction qui seront fournis par le maître de l'ouvrage et précise les lieux et cadences de leur prise en charge ainsi que les modalités de leur manutention et leur conservation à assurer par le titulaire.

- Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le titulaire, à la demande du MOE, déposera des échantillons dans le local prévu à cet effet.

Article 7 : Implantation des ouvrages

A la charge de chaque entreprise

Article 8 : Préparation et Coordination des travaux

- Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation travaux. Sa durée est de 1 mois à compter de la date d'émission de l'ordre de service.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire, pour chaque entreprise Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur pour la sécurité doit l'adaptation et la modification du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier conformément aux dispositions du décret n° 94-1159 du 26.12.94 modifié.

Il est procédé, au cours de cette période, conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G.-Travaux, aux opérations suivantes :

Par les soins de l'OPC avec Visa du MOE :

- Élaboration, après consultation des entreprises, du calendrier détaillé d'exécution énoncé à l'article 5.1 ci-dessus ;
- Planning d'exécution du chantier visé par les entreprises tenant compte du phasage qui aura été élaboré,
- Organigramme de tous les intervenants,
- Mise à jour des documents et formalités conditionnant les travaux,

- Suivi des documents techniques et transmissions aux organismes de contrôle,
- Organisation, animation des réunions avant démarrage de chantier.

Par les soins du titulaire :

Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus au marché

Établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.94 modifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous- traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation

- Plan d'assurance qualité

Sans objet

Article 9 : Études d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par chaque entreprise – en format plans papier (prévoir 4 exemplaires et en format numériques type DWG et PDF

Article 10 : Installation et organisation du chantier – sécurité

Selon les recommandations du C.S.P.S et du MOE

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

B) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tous moyens de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

Libre accès du coordonnateur SPS. sur le chantier

Obligations du titulaire :

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S :

- Le P.P.S.P.S ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- La copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage. À la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

C) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

D) Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité, d'assainissement, de WIFI et photocopieur et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre et le CSPS à la charge du lot 1

Article 11 : Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

- Gestion des déchets de chantier

Selon les recommandations du C.S.P.S et du MOE

- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

11.3 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

A la demande du MOE

- Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même CCAP. Les modalités de présentation des documents à fournir après réception seront conformes aux stipulations de l'article 40 du C.C.A.G.-Travaux. En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues à l'article 5 ci-dessus. L'exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

- Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Article 12 : Réception des travaux

- Dispositions applicables à la réception

Concernant la réception, les stipulations du C.C.A.G.- Travaux s'appliquent. Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G.-Travaux :

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux (tous lots confondus) ; elle prend effet à la date de cet achèvement ;

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux.

- Réception partielle et prise de possession anticipée

Sans objet .

- Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

Article 13 : Garanties et assurances

13.1 - Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 et 44.2 du C.C.A.G.-Travaux.

13.2 - Garanties particulières

Sans objet.

- Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux. Par dérogation à l'article 9 du C.C.A.G.-Travaux, les titulaires doivent justifier de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de leurs cotisations et ce, au moyen d'attestations précises.
- Une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4-1 du Code civil.

Article 14 : Droit et Langue

En cas de litige, le tribunal administratif compétent est le Tribunal administratif (TA) d'Amiens dont les coordonnées sont les suivantes :

Greffé du Tribunal Administratif

14 rue Lemerchier 80000 Amiens

Tél 03 22 33 61 70 Fax 03 22 33 61 71

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 15 : Résiliation du marché

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus aux articles 50 à 52 du C.C.A.G.-Travaux et dans le respect des dispositions de l'article 53 de ce même C.C.A.G.-Travaux.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles Du Code de la commande publique ou de refus de

produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché

Article 16 : Dérogations aux documents généraux

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 1.5 précise l'article 3.6.2 du C.C.A.G.-Travaux
L'article 2 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G.-Travaux
L'article 3.1 complète l'article 9.1 du C.C.A.G.-Travaux
L'article 3.4.3 déroge à l'article 9.4.4 du C.C.A.G.-Travaux
L'article 5.3 déroge à l'article 19. du CCAG travaux
L'article 5.3 déroge à l'article 37.2 du CCAG travaux
L'article 5.4 déroge à l'article 37.2 du CCAG travaux
L'article 8.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux
L'article 12.1 déroge aux articles 41.1 -41.2 -41.3 C.C.A.G. Travaux